

À Grenoble, le 2 avril 2024

Monsieur le Président,

Nous profitons de ce Comité Social d'Administration Local de l'Isère pour vous alerter, une fois encore, sur la situation désastreuse du Service de Publicité Foncière et d'Enregistrement de Grenoble.

En effet, depuis la fusion en mai 2022 de 4 SPF et de l'enregistrement en 1 SPFE, 5 services ont été regroupés sans harmonisation en amont des pratiques et de l'organisation du travail. Cela a aujourd'hui pour conséquence une souffrance exacerbée, sans cesse grandissante, par un management autoritaire et méprisant vis-à-vis des agents qui confine au harcèlement.

Ce management directif entraîne une absence totale de dialogue, de concertation ainsi que la non prise en compte du ressenti et des propositions de travail émanant des agents.

Les encadrants, ayant pour mission de réduire quoi qu'il en coûte le délai de publication, exercent leur autorité de manière abusive pour obtenir ce qu'ils souhaitent : prise en charge de manière dite « Intégrale » de la publication des actes par les nouveaux agents au terme de quelques semaines de leur nouvelle activité professionnelle, mépris affiché de la fiabilité du fichier, participation à des stages alors que les agents n'ont pas les pré-requis nécessaires.

Cette marche forcée pour atteindre une rentabilité maximum s'exerce sur des agents à peine formés accompagnée de pressions permanentes sur les agents les plus précaires (contractuels, stagiaires).

Cet autoritarisme, couplé à une absence totale d'empathie envers les agents, est intolérable.

Les agents, au fil des mois, ont su faire face et s'adapter, malgré les divers bouleversements : changements d'encadrant, d'organisation du service, absence de chef de contrôle, départ en retraite, renouvellement permanent des agents surtout au gré des mutations du fait d'une ambiance de travail dégradée... Cependant, la perte de la polyvalence ainsi que toutes ces transformations sont subies, entraînent une réelle démotivation et une perte du sens du travail.

La lassitude engendrée par la transmission des connaissances dévolues à trop peu de personnes, déjà mobilisées du fait de leur expérience (rejets, enregistrement, publication d'actes complexes, mainlevées...), et le manque de bienveillance managériale (refus de congés, du télétravail), exténuent des agents déjà au bord de la rupture.

Devoir négocier perpétuellement ses absences ou ses jours de télétravail n'est pas une situation tolérable.

Outre le stress lié au service, les agents ne peuvent pas se projeter. Les congés ou les jours de travail sont accordés sous conditions imposées par la responsable du service (emporter des actes papiers à son domicile lors du travail à distance, renoncer à des jours de télétravail...). De plus, seule la responsable du service se réserve la gestion du management, quitte à rendre illégitime le rôle des autres cadres A et à renforcer l'incompréhension de l'organisation du travail pour l'ensemble des agents.

Solidaires Finances Publiques rejette ce management directif et inhumain.

Le recours au Service d'Appui à la Publicité Foncière (SAPF), vendu initialement comme une aide exceptionnelle au service, et vanté par le Directeur de la DDFiP 38, s'avère in fine être une surcharge de travail pour le service. Les agents du SAPF étant novices ou peu expérimentés en publication, les agents du SPFE les plus aguerris se retrouvent donc à faire les corrections de formalités, infirmer des rejets et les détricoter, et cetera. Avec la pression permanente de l'encadrement pour fermer une ou plusieurs journées de publication.

Monsieur le Président, les agents comme les élus redoutent l'évolution de ce service.

L'arrivée des 9 nouveaux contrôleurs, à former en plus des agents arrivés en N-1 qui ne sont pas encore totalement indépendants, couplée aux départs pour réussite de concours et à la fuite des agents ne pouvant plus subir cet environnement toxique, s'avèrent inquiétants.

L'ambiance sous pression permanente crée des mésententes, des frictions et fragilisent un collectif de travail déjà au bord du précipice...

Solidaires Finances Publiques dénonce ce management à la France Télécom et appelle à la vigilance et l'intervention de la Direction. En application de l'obligation de protection de la santé physique et mentale des agentes et des agents, il est de votre devoir d'instaurer un management plus respectueux, une organisation qui redonne du sens au travail par plus de polyvalence ainsi que des responsabilités en adéquation avec le grade de chacune et chacun et enfin une meilleure qualité de vie au travail pour une ambiance apaisée.